
[Le financement des plantations industrielles d'arbres dans le Sud en temps de crise : mais quelle crise ?](#)

Les nouvelles qui arrivent d'Europe ou des États-Unis décrivent un panorama de crise économique et financière grave, où la croissance de l'économie est limitée ou nulle, les investissements sont rares et le taux de chômage élevé. Or, depuis que la crise a commencé il y a environ cinq ans, on constate aussi une accélération de l'investissement dans la terre et dans les plantations industrielles d'arbres et d'autres cultures en Amérique latine, en Afrique et en Asie, au moyen de divers fonds d'investissement dont la plupart appartiennent aux pays industrialisés du Nord en crise. Ces fonds sont, par exemple, les fonds de pensions et ceux qui se centrent dans l'investissement « forestier ». Alors, de quelle crise parle-t-on ?

De toute évidence, il ne s'agit pas d'une crise due au manque d'argent. Les fonds d'investissement semblent en disposer à foison, comme le montre, par exemple, l'article du présent bulletin sur leurs interventions au Mozambique. Bien qu'il ne soit pas facile pour tout le monde de comprendre comment ils fonctionnent, ils transmettent tous le même message : nous pouvons vous offrir, à vous, investisseur, un bon rendement, un bénéfice « attrayant ». En raison de la concurrence entre les divers fonds, ceux-ci recherchent les investissements les plus rentables, sans regarder de quelle activité il s'agit ni où elle a lieu, pourvu que le « climat » et la « sécurité » s'y prêtent. C'est ce qui se passe, par exemple, dans de nombreux pays du Sud, où les gouvernements ont ouvert leurs portes à ces investisseurs.

Le taux de chômage élevé dans les pays où les grands fonds d'investissement ont leurs sièges et les tragédies vécues par les personnes, les familles et les communautés concernées ne semblent pas les inquiéter outre mesure : ce qui les pousse avant tout, c'est la recherche d'occasions d'accroître leurs capitaux.

D'après les informations divulguées par ces fonds, la crise ne les concerne vraiment pas. Ils parlent toujours des « opportunités » et font preuve d'une ambition démesurée. Ils croient que le fait de planter des milliers d'hectares en régime de monoculture peut améliorer les conditions de vie des communautés rurales.

Cependant, lorsque ces communautés sont touchées par les grandes plantations industrielles, là oui, une vraie crise commence ou s'aggrave pour elles. Les conflits pour la terre, la diminution de la biodiversité, la souveraineté alimentaire en danger, les problèmes concernant l'eau et les conflits en matière de travail pour la minorité qui trouve de l'emploi sont quelques-unes des répercussions que les communautés dénoncent le plus souvent.

Derrière tout cela il existe une autre crise, plus profonde : les gouvernements facilitent l'investissement privé dans de grands projets mais n'adoptent pas de mesures pour répondre aux besoins les plus urgents et aux droits les plus élémentaires de la majorité de la population. En aucun cas connu du WRM les communautés n'ont été dûment consultées ni leurs droits respectés lors de la mise en œuvre de grands projets de plantations industrielles d'arbres. En outre, ces communautés ont des projets très différents : elles demandent du soutien pour l'agriculture familiale et paysanne,

l'accès au logement et à une éducation de bonne qualité et différenciée, c'est-à-dire adaptée à leur réalité, parmi d'autres revendications. De façon générale, les gouvernements allèguent qu'ils n'ont pas les ressources nécessaires pour répondre à ces demandes.

En fait, l'investissement requis serait infime, surtout par rapport aux sommes d'argent que mobilise le marché de l'investissement dans l'agro-industrie et dans d'autres secteurs qui ont de graves effets sur la population et sur l'environnement. En outre, ces grands projets disposent souvent de ressources, de « garanties » et d'incitations (où les grandes banques publiques des pays du Sud jouent un rôle de plus en plus important) pour produire des matières premières, des marchandises pour l'exportation ou des articles que seule une minorité de la population peut acheter, afin de maintenir un système de production et de consommation qui est en bonne partie démesuré et qui dégrade l'environnement.

L'insistance à maintenir ce modèle qui répond à la logique de l'accumulation de capital au profit de quelques-uns, tandis que les inégalités sociales et environnementales se perpétuent et s'approfondissent, représente peut-être une des plus fortes crises auxquelles fait face le monde à l'heure actuelle.